

« L'État de Palestine » entre liquidation de la cause et poursuite de la lutte

mercredi 10 avril 2024, par [ACHCAR Gilbert](#) (Date de rédaction antérieure : 9 avril 2024).

Face à la catastrophe actuelle qui dépasse la Nakba de 1948 en horreur, atrocité, létalité, destruction et déplacement de population, « l'Autorité palestinienne » a lancé depuis Ramallah une nouvelle requête au Conseil de sécurité des Nations Unies pour sa reconnaissance comme État membre de l'organisation internationale au même titre que les autres États membres. (Traduit de l'arabe.)

La condition palestinienne s'est détériorée au-delà de tout ce qu'elle a connu en plus de 75 ans de souffrance et d'oppression, depuis que le mouvement sioniste s'est emparé de la majeure partie des terres de Palestine entre le fleuve et la mer et a achevé d'occuper ce qui restait moins de vingt ans après. Face à la catastrophe actuelle qui dépasse la Nakba de 1948 en horreur, atrocité, létalité, destruction et déplacement de population, « l'Autorité palestinienne » (AP) a lancé depuis Ramallah une initiative censée compenser les souffrances du peuple palestinien, à savoir une nouvelle requête au Conseil de sécurité des Nations Unies pour la reconnaissance de l'AP de Ramallah comme État membre de l'organisation internationale au même titre que les autres États membres.

Réjouis toi, peuple de Palestine. Tes énormes souffrances n'ont pas été en vain. Elles sont même sur le point de franchir un grand pas sur la voie d'une « solution » à ta cause, cette même « solution » (ici dans le sens de liquidation) à propos de laquelle Joe Biden – le partenaire du gouvernement sioniste dans la guerre génocidaire en cours sur la terre de Palestine – a affirmé, dès les premiers jours de la campagne effrénée lancée il y a plus de six mois, qu'il devenait urgent d'éteindre le volcan palestinien qui continue d'entrer en éruption inévitablement et par intermittence, mais à un rythme accéléré au cours des dernières années. La vérité est que Biden, à son retour à la Maison Blanche en tant que président, a cherché avant tout un « succès » politique facile au Moyen-Orient en s'efforçant d'amener le royaume saoudien à monter dans le train de la « normalisation avec Israël », que son prédécesseur, Donald Trump, avait engagé sur une nouvelle voie avec les Accords d'Abraham conclus avec la complicité des Émirats arabes unis.

Biden s'était rendu compte qu'essayer de faire avancer la soi-disant « solution à deux États » l'amènerait à une confrontation avec son « cher ami » Benjamin Netanyahu. Il choisit d'éviter cela pour des raisons opportunistes et en raison de sa passion pour le sionisme, auquel il a ouvertement déclaré un jour son adhésion personnelle. Les efforts de son administration se sont donc concentrés sur la voie de la « normalisation », négligeant celle de la « solution » jusqu'à ce que le volcan explosât à nouveau avec l'opération lancée par le Hamas et la guerre d'anéantissement menée par Israël qui s'en est suivie, sans précédent en folie et intensité de destruction depuis au moins un demi-siècle, non seulement au Moyen-Orient mais dans le monde entier. La « solution » (liquidation) est donc revenue sur la table, et le président américain a appelé à la « revitalisation » de l'AP de Ramallah. Cette dernière s'y est vite conformée, interprétant la demande à sa guise, non pas comme le remplacement par des élections démocratiques de son chef vieillissant et dépourvu de toute légitimité, mais plutôt comme le remplacement de son premier ministre par un autre aux ambitions politiques moindres, d'une manière qui n'a trompé personne.

L'AP s'est ainsi enhardie à exiger officiellement qu'on lui accorde un siège de membre ordinaire à l'ONU, au lieu de la seule décision qui aurait pu la racheter devant l'histoire, qui aurait été de déclarer la désobéissance civile à Israël de son « autorité », dépourvue de toute autorité sauf pour servir les objectifs de l'occupation et qui regarde, impuissante, non seulement l'anéantissement de Gaza, mais aussi le génocide rampant en cours en Cisjordanie même. Et s'il leur était impossible de mettre fin à leurs relations avec l'État sioniste, il aurait mieux valu pour eux d'annoncer la dissolution de leur « autorité » plutôt que de continuer à participer à la liquidation de la cause de leur peuple. Car s'ils sont aujourd'hui plus près que jamais d'obtenir le siège souhaité, ce n'est pas grâce à leurs prouesses diplomatiques, mais seulement parce qu'accorder à « l'État de Palestine » l'adhésion à part entière à l'ONU est devenu le moyen le moins coûteux pour les gouvernements occidentaux de prétendre contrebalancer quelque peu leur soutien inconditionnel à la guerre génocidaire en cours, qui a trop duré et s'est aggravée en horreur, jusqu'à l'actuel usage de la famine comme arme de guerre.

La Grande-Bretagne elle-même, par la bouche de son ministre des affaires étrangères et ancien premier ministre, a annoncé sa disposition à envisager de reconnaître « l'État » de l'AP, tandis que d'autres pays européens, dont l'Espagne suivi par la France, ont commencé à se préparer à une reconnaissance similaire. Il convient de noter que le même gouvernement britannique qui exprime sa disposition à cette reconnaissance, rejette l'appel lancé par des experts juridiques britanniques officiels et non officiels à cesser de fournir des armes à l'État d'Israël, car cela constitue une violation du droit international en partageant la responsabilité d'une guerre qui viole les règles les plus fondamentales de ce droit en matière de conduite des guerres. Il est donc devenu certain que les efforts visant à accorder à l'AP un siège régulier à l'ONU ne seront pas bloqués par un veto français ou britannique, de sorte que la seule question qui reste en suspens est de savoir ce que fera l'administration américaine. Elle a été la première à appeler à la création d'un « État palestinien », mais elle ne veut pas rompre complètement ses relations avec Netanyahu, ni d'ailleurs avec la majeure partie de l'establishment sioniste qui s'oppose à une telle démarche. Elle craint également de renforcer la position de Netanyahu en le présentant comme défenseur obstiné des intérêts sionistes face à toutes les pressions, y compris celles du grand frère et complice dans le crime. L'administration Biden pourrait donc à nouveau recourir à l'abstention sous un prétexte quelconque, avec une grande lâcheté.

Quant au résultat, il sera comme la montagne qui a accouché d'une souris, car accorder à la « Palestine » (c'est-à-dire près de dix pour cent de son territoire historique) un siège ordinaire à l'ONU n'est rien de plus qu'une souris en comparaison de l'immense montagne d'épreuves que le peuple palestinien a endurées et qu'il endure encore. Quelle valeur accorder, en effet, à un État fondé sur des territoires fragmentés sous le contrôle total de l'État sioniste, de telle sorte que sa prétendue souveraineté serait d'un type qui lui ferait envier les bantoustans créés dans le passé par le régime de l'apartheid en Afrique du Sud ?

Le seul progrès qui pourrait être réalisé par une reconnaissance internationale de l'État de Palestine serait que la première déclaration de cet État après sa reconnaissance inclue une insistance sur la cessation immédiate de l'agression en cours, un appel à imposer des réparations à l'État sioniste pour les crimes qu'il a commis, l'exigence que tous les détenus palestiniens soient libérés et que toutes les forces armées et colons sionistes soient retirés de tous les territoires occupés en 1967, y compris la Jérusalem arabe. Cela devrait être combiné avec un appel à la communauté internationale pour permettre le retour de tous les réfugiés palestiniens qui le souhaitent, et leur hébergement dans les colonies après l'évacuation des colons sionistes, tout comme les pionniers sionistes se sont installés dans les villes et villages palestiniens dont ils se sont emparés à la suite de la Nakba de 1948 après les avoir vidés de leurs habitants d'origine. Seule une telle position pourrait faire de la reconnaissance internationale de l'État de Palestine une étape dans la lutte au long cours

contre le sionisme, au lieu d'être un pas vers la liquidation de la cause palestinienne.

Gilbert Achcar

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Le Club De Mediapart

<https://blogs.mediapart.fr/gilbert-achcar/blog/090424/l-etat-de-palestine-entre-liquidation-de-la-cause-et-poursuite-de-la-lutte>

Traduction de ma tribune hebdomadaire dans le quotidien de langue arabe, [Al-Quds al-Arabi](#), basé à Londres. Cet article est paru le 9 avril en ligne et dans le numéro imprimé du 10 avril. Vous pouvez librement le reproduire en indiquant la source avec le lien correspondant.